

Mali/Paix

L'autorité intérimaire de Kidal installée

AFP
Bamako/Mali

Celles des quatre autres régions administratives du nord doivent l'être cette semaine.

L'AUTORITE intérimaire de la région de Kidal, fief de l'ex-rébellion à dominante touareg dans le nord du Mali, a été installée hier en présence de responsables maliens et de diplomates après plusieurs reports, selon des témoins joints depuis Bamako.

Les dirigeants provisoires des quatre autres régions administratives du nord du pays seront installés cette semaine : ceux de Gao et Ménaka (nord-est) demain et ceux de Tombouctou (nord-ouest) et Taoudénit (extrême nord) vendredi, selon un communiqué officiel.

Les différentes autorités intérimaires devaient initialement être installées à partir du 18 février, mais plusieurs mouvements avaient contesté certains choix, dénonçant l'absence de concertation. Et le gouver-

nement avait reporté les cérémonies prévues "par souci d'apaisement".

Le nouveau calendrier a été arrêté le 24 février d'un commun accord par le gouvernement malien, les groupes armés qui lui sont favorables formant la Plateforme et l'ex-rébellion à dominante touareg du Nord formant la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). Tous ont signé en mai-juin 2015 un accord pour la paix au Mali, qui prévoit l'installation de ces autorités intérimaires, qui a connu plusieurs reports.

A Kidal, le président du Conseil régional (autorité intérimaire) Hassan Ag Fagaga a reçu les symboles de l'Etat lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Mohamed Ag Erlaf, à la tête d'une délégation de responsables maliens, a rapporté un des témoins.

"La tâche qui m'est confiée n'est pas simple et j'ai besoin de soutien de tous pour réussir", a affirmé M. Ag Fagaga, ex-déserteur de l'armée régulière et membre de la CMA, selon ses propos rap-



Photo : AFP

C'est en présence de responsables maliens et de diplomates qu'a été installé hier le président du Conseil régional à Kidal, Hassan Ag Fagaga.

portés à l'AFP par ce témoin, lors d'une cérémonie placée sous haute surveillance des forces de l'Onu et de l'opération française Barkhane.

Il s'exprimait en présence également de représentants de la CMA et de la Plateforme, de la France, des Etats-Unis, de l'Algérie, de l'Union africaine et de l'Union européenne, mais aussi de la Mission de l'Onu au Mali (Minusma).

A Gao, pour empêcher la cé-

réémonie prévue demain au Conseil régional, des membres de la Plateforme en armes ont pris position sur le site, contestant le choix de certains des dirigeants provisoires, a rapporté un photographe de l'AFP dans cette ville. Aucune violence n'avait cependant été signalée jusqu'à hier après-midi. En vertu de l'accord de paix de 2015, les autorités intérimaires devront gérer les cinq régions du Nord, en attendant l'élection par la po-

pulation d'assemblées dotées de pouvoirs importants.

Leur mission sera notamment de préparer ces élections et de favoriser le retour des déplacés du conflit politico-militaire dont le Mali tente de se relever depuis 2012, des troubles marqués par une rébellion et une mainmise de groupes jihadistes pendant près de dix mois sur le nord du pays, jusqu'à janvier 2013.

Burkina Faso/Terrorisme

Deux commissariats attaqués par des "jihadistes"

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

Ce double assaut a été effectivement revendiqué par Ansarul Islam, le groupe qui avait tué 12 soldats dans le même secteur en décembre.

DES "jihadistes" ont attaqué deux commissariats dans la province du Soum (Nord du Burkina), près de la frontière malienne, dans la nuit de lundi à hier, deux mois après l'attaque qui a coûté la vie à 12 soldats dans le même secteur, a appris l'AFP de sources concordantes.

"Deux de nos commissariats ont été attaqués cette nuit à Barabulé et Tongomaël

(province du Soum)", a affirmé le ministre de la Sécurité Simon Compaoré, sans donner de bilan.

Deux sources sécuritaires ont parlé de "jihadistes". De fait, ces attaques ont été revendiquées, un peu plus tard, par Ansarul Islam, le groupe qui avait précisément tué 12 soldats voilà deux mois.

Joint par l'AFP, Mohamed Dah, Haut Commissaire de la province du Soum, dont Djibo est le chef-lieu, a affirmé que "les attaques ont eu lieu quasi simultanément, mais les tirs à Barabulé ont été plus intenses qu'à Tongomaël. Les tirs ont cessé, mais les assaillants ne sont toujours pas partis. Un renfort militaire a été envoyé sur les lieux".

"On se demande si c'est une diversion, afin de mobiliser

des forces de sécurité pour attaquer des cibles plus importantes", a-t-il avoué, sans pouvoir non plus donner de bilan.

Cette attaque est survenue pendant le 25^e Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), qui attire des dizaines de milliers de cinéphiles, dont de nombreux étrangers, dans la capitale burkinabè, située à 210 km au sud de Djibo.

Le gouvernement avait assuré avoir pris des mesures spéciales pour protéger ce célèbre festival, qui est l'occasion pour le pays de rayonner positivement à travers le continent et le monde.

Sous couvert de l'anonymat, une autre source sécuritaire a expliqué que l'attaque à Barabulé était

l'œuvre d'une "dizaine de jihadistes arrivés sur six motos".

Le 16 décembre, une attaque de jihadistes sur un détachement de l'armée à Nassoumbou, également dans la province du Soum, près de la frontière malienne, avait fait douze morts, traumatisant le pays. Ce raid jihadiste est le plus meurtrier jamais perpétré contre l'armée dans ce pays.

Il s'agissait alors de la seconde attaque visant l'armée depuis le début des attaques jihadistes au premier trimestre 2015 au Burkina Faso, petit Etat sahélien d'Afrique, pauvre et enclavé.

En octobre 2016, la première attaque avait fait six morts - quatre militaires et deux civils -, les deux civils

ayant été probablement tués par des "tirs amis". Frontalier du Mali et du Niger, le nord du Burkina est le théâtre d'attaques jihadistes régulières depuis 2015.

Les attaques jihadistes au Burkina Faso sont surtout concentrées dans le nord du pays. Mais le 15 janvier 2016, un commando de trois assaillants a tué 30 personnes et fait 71 blessés en plein cœur de la capitale Ouagadougou. Une attaque revendiquée par le groupe Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Longtemps épargné par ces attaques qui touchent la plupart des pays sahéliens, le Burkina est ainsi entré depuis avril 2015 dans un cycle d'enlèvements et d'attaques islamistes.

Syrie/Conflit

Moscou et Pékin s'opposent aux sanctions visant Damas

AFP
Nations unies/Etats-Unis

LA Russie et la Chine ont mis hier leur veto à une résolution de l'Onu qui prévoyait des sanctions contre la Syrie pour son utilisation d'armes chimiques dans le conflit qui ensanglante le pays depuis près de six ans. Le projet de résolution,

présenté par le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis, a reçu neuf votes pour et trois votes contre, ceux de la Chine, de la Russie et de la Bolivie. Le Kazakhstan, l'Ethiopie et l'Egypte se sont abstenus.

C'est la septième fois que Moscou, le principal allié de Damas, utilise son veto pour protéger le régime de Bachar al-Assad face aux sanctions de l'Onu.

La Chine, autre membre permanent du Conseil de sécurité doté du droit de veto, a rejoint la Russie pour bloquer six de ces sept résolutions.

Le président russe Vladimir Poutine avait quelques heures avant le vote estimé inopportun d'imposer des sanctions à la Syrie en plein processus de négociations pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 310

000 morts depuis 2011. "Cette résolution est très opportune", a rétorqué après le vote l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Nikki Haley, devant les membres du Conseil.

"C'est un triste jour pour le Conseil de sécurité quand les membres commencent à trouver des excuses à d'autres Etats membres qui tuent leur propre peuple. Le

monde est sans aucun doute plus dangereux" après ce rejet, a-t-elle ajouté.

Présentée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, la résolution proposait des sanctions contre 11 responsables syriens, principalement des chefs militaires, et 10 organismes, tous en lien avec l'utilisation d'armes chimiques en Syrie à trois reprises en 2014 et 2015.

L'Afrique en bref

• **Algérie/Terrorisme. Neuf islamistes tués à l'est d'Alger**

Neuf islamistes armés ont été tués hier par l'armée algérienne dans une opération "antiterroriste" en Kabylie, une région à l'est d'Alger, a annoncé le ministère de la Défense. Depuis le début de l'année, l'armée a multiplié les opérations montagneuses de l'Est tuant, en incluant celle d'hier, plus de 30 islamistes armés.

• **Centrafrique/Troubles. Un rebelle tué à Bambari**

Un rebelle a été tué et sept autres ont été blessés dans des frappes menées dimanche par des hélicoptères de la Mission des Nations unies en Centrafrique sur la ville de Bambari, selon un porte-parole de l'Onu lundi.

C'est la deuxième fois en deux semaines que les soldats de l'ONU font feu sur des groupes armés marchant vers la ville.

• **Tunisie/Attentat. Sousse : Londres critique la réaction de la police**

La police tunisienne a réagi de manière "chaotique" lors de l'attentat contre un hôtel de la cité balnéaire de Sousse en 2015, a déclaré le juge chargé d'enquêter sur la mort de 30 Britanniques dans cette attaque.

A travers le monde

• **Birmanie/Combats. 160 morts à la frontière chinoise en 3 mois**

Au moins 160 personnes ont été tuées ces trois derniers mois lors d'affrontements entre l'armée et des groupes rebelles dans le nord-est de la Birmanie à la frontière avec la Chine, a annoncé hier à la presse un haut responsable de l'armée.

• **Malaisie/Enquête. Assassinat de Kim : inculpation à venir pour deux femmes**

Deux femmes vont être inculpées pour l'assassinat, le 13 février à Kuala Lumpur, de Kim Jong-Nam, demi-frère tombé en disgrâce du dirigeant de la Corée du Nord, a annoncé hier le procureur général de Malaisie.

• **Turquie/Politique. Ouverture du procès de 330 putschistes présumés**



Photo : AFP

Le plus grand procès pour des suspects soupçonnés d'être impliqués dans le coup d'Etat avorté du 15 juillet s'est ouvert hier près d'Ankara, dans une salle d'audience construite spécialement.